



**MINISTÈRE  
DES ARMÉES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
pour l'administration**

**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C.)**

**Maître de l'ouvrage**

**ETAT - MINISTÈRE DES ARMÉES**

**Objet de la consultation**

Projet n° 25069 - DAF2025 1421

40 - Mont de Marsan – BA118

Réfection des aires aéronautiques

Conception 3D

Marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage

N° opération : **463659**

**Remise des offres**

Date et heure limite de réception :

**Le jeudi 20 novembre 2025 à 16 h 00**

**Niveau de classification :**

<b>MD</b> (marché avec détention d'ISC)	<b>MA</b> (marché avec accès à des ISC)	<b>MS</b> (marché sensible)	<b>NP</b> (marché non protégé)
			<b>X</b>

## SOMMAIRE

<u>ARTICLE I – L'ACHETEUR PUBLIC</u> .....	3	
1.1 - Maître de l'ouvrage .....		3
1.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur .....		3
<u>ARTICLE II – OBJET DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u> .....	3	
2.1 - Description sommaire du marché .....		3
2.2 - Durée d'exécution du marché .....		3
2.3 - Type de marché .....		3
2.4 - Procédure .....		3
2.5 - Nomenclature .....		3
2.6 - Décomposition du marché en tranche .....		3
2.7 - Allotissement du marché .....		4
2.8 - Prestations supplémentaires .....		4
2.9 - Variantes .....		4
2.10 - Mode de dévolution .....		4
2.11 - Langues pouvant être utilisées dans l'offre .....		4
<u>ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ</u> .....	4	
3.1 - Retenue de garantie .....		4
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement .....		4
3.3 - Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense .....		4
3.4 - Contrôle primaire des personnes physiques .....		4
3.5 - Cyber sécurité .....		5
3.6 - Clause environnementale et sociale .....		5
3.7 - Diffusion restreinte .....		5
<u>ARTICLE IV - CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES</u> .....	5	
4.1 – Contenu des plis .....		5
4.2 – Modalité d'envoi des plis .....		7
4.3 - Convention de nommage .....		7
<u>ARTICLE V - JUGEMENT DES OFFRES</u> .....	7	
5.1 - Détail des critères de jugement des offres .....		7
<u>ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES</u> .....	8	
6.1 – Contenu du dossier de consultation .....		8
6.2 – Modifications du dossier de consultation .....		9
6.3 – Délai de validité des offres .....		9
6.4 – Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE .....		9
6.5 - Visites sur site .....		9
<u>ARTICLE VII – PROCEDURE DE RECOURS</u> .....	9	
L'annexe au présent RC :		
• L'annexe 1 au RC : Les clauses de dématérialisation		
• L'annexe 2 au RC : Annexe à compléter pour DR		

## **ARTICLE I – L'ACHETEUR PUBLIC**

### **1.1 - Maître de l'ouvrage**

L'acheteur public est l'Etat, Ministère des Armées, Secrétariat Général pour l'Administration, Service Infrastructure de la Défense, du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-ouest

#### **Adresse postale :**

Etablissement du Service d'Infrastructure de la Défense de Bordeaux  
223, rue de Bègles  
CS 21 152 – 33 068 Bordeaux cedex

#### **Adresse géographique :**

Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest  
Caserne Pelleport  
9, rue de Cursol  
33 000 Bordeaux

#### **Renseignements d'ordre administratif :**

Service achats infrastructure – Bureau Achats – Section Achats PI et contrats innovants  
Mme JAMES MACADRE - N° tél. : 05 57 85 15 76  
mailys.james-macadre@intradef.gouv.fr

#### **Renseignements d'ordre technique :**

Fabien DUFIEU : 06.13.53.38.24 ou 05.57.92.81.64  
Dominique FRUQUIERE : 06 14 46 24 88 ou 05 57 92 81 60  
Karine LASSALLE : 06.26.49.55.67 ou 05.57.92.81.66

### **1.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Directrice du Service d'Infrastructure de la Défense Sud-Ouest.

## **ARTICLE II - OBJET DE LA CONSULTATION ET CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ**

### **2.1 - Description sommaire du marché**

La présente consultation a pour objet la passation d'un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage ayant pour objet la conception géométrique 3D des aires aéronautiques.

Le descriptif du projet objet de la présente consultation est détaillé dans le CCTP.

### **2.2 - Durée d'exécution du marché**

Le délai d'exécution est indiqué à l'article 3 de l'acte d'engagement. La date de début d'exécution des prestations est mi 2026.

### **2.3 - Type de marché**

Le marché est un marché de prestations intellectuelles.

### **2.4 - Procédure**

La présente consultation est passée selon la procédure d'**appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du code de la commande publique.

### **2.5 - Nomenclature**

CPV principal : 71300000-1 « Services d'ingénierie ».

Code Groupe de Marchandise (GM) : 36.04.03 « Etude préalable, audit, expertise liés aux travaux ».

### **2.6 - Décomposition du marché en tranche**

Sans objet.

**2.7 - Allotissement du marché**

Sans objet.

**2.8 - Prestations supplémentaires**

Sans objet

**2.9 - Variantes**

Aucune variante n'est autorisée, ni exigée. Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme aux documents de la consultation.

**2.10 - Mode de dévolution**

En cas de groupement, la forme imposée au candidat après l'attribution sera le groupement solidaire.

**2.11 - Langues pouvant être utilisées dans l'offre**

Les dossiers des candidats seront entièrement rédigés en langue française. Toutefois les offres en langues étrangères accompagnées d'une traduction en français seront recevables (article R2151-12 du code de la commande publique).

**ARTICLE III – CONDITIONS RELATIVES AU MARCHE****3.1 - Retenue de garantie**

Sans objet.

**3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement**

Financement du marché :	Le marché est financé sur le budget de l'État.
Prix du marché :	Le marché sera conclu à prix unitaires
Unité monétaire :	Le marché est conclu en euros.
Mode de règlement :	Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le virement.
Règlement des comptes :	Le Cahier des Clauses Administratives Particulières ( <b>CCAP</b> ) du présent marché fixe dans son article 3 le mode d'évaluation des prestations ainsi que le mode de règlement des comptes.
Délais de paiement :	Le délai global de paiement fixé au marché ne peut être supérieur à 30 jours, conformément à l'article <u>R2192-10</u> du code de la commande publique.

**3.3 - Dispositions relatives aux prestations intéressant la défense**

Le présent dossier intéressant la défense, les candidats auront à en assurer la conservation avec toutes les précautions de confidentialité requises.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter eu égard au fait que les prestations à exécuter se situent dans l'enceinte militaire à l'intérieur de laquelle des précautions particulières sont à prendre en permanence pour la protection du SECRET ou de points sensibles.

**3.4 - Contrôle primaire des personnes physiques**

Pour l'exécution des prestations relatives à la présente consultation, toutes les personnes amenées à pénétrer sur site feront l'objet d'un contrôle primaire.

L'enquête de sécurité nécessite le dépôt de Fiches Individuelles de Contrôle Primaire (FICE) **deux (2) mois minimum avant toute demande d'accès au site concerné**. En effet, le délai de l'enquête de sécurité est de deux mois minimum.

Le modèle de ces fiches est dans le DCE.

L'accès au site ne sera autorisé que sous réserve d'une fiche individuelle de contrôle primaire validée.

Même après un retour positif des fiches individuelles de contrôle primaire, l'accès dans l'enceinte militaire est subordonné à la réception par le conducteur d'opération d'une demande comme suit :

- pour des interventions d'une durée supérieure à 1 semaine : préavis minimum de 15 jours,
- pour des interventions d'une durée inférieure à une semaine : préavis minimum de 5 jours

### 3.5 - Cyber sécurité

Sans objet.

### 3.6 - Clause environnementale et sociale

Les clauses environnementales sont mentionnées dans le CCAP.

### 3.7 - Diffusion restreinte

Conformément aux dispositions de l'instruction ministérielle n°900 sur la protection du secret et des informations diffusion restreinte et sensibles, annexée à l'arrêté du 15 mars 2021, la mention Diffusion Restreinte indique que l'information ne doit pas être rendue publique et ne doit être communiquée qu'aux personnes ayant besoin de la connaître dans l'exercice de leur fonction ou dans l'accomplissement de leur mission. Cette mention n'est pas un niveau de classification mais une mention de protection. Son objectif principal est de sensibiliser l'utilisateur à la nécessaire discrétion dont il doit faire preuve dans la manipulation des informations couvertes par cette mention.

La présente consultation dispose de 2 annexes au CCTP en diffusion restreinte. Pour l'accès à ces annexes le candidat devra remettre l'annexe 2 au présent RC : Annexe à compléter pour DR. Cette dernière sera complétée, signée par le candidat et remise via la PLACE dans la rubrique question. Les annexes seront transmises au candidat chiffrées avec le logiciel ZED via message PLACE.

Les offres des candidats sont également en diffusion restreinte, en conséquence, le candidat remettra son offre chiffrée avec le logiciel ZED.

Les contraintes relatives aux documents en diffusion restreinte en phase exécution sont exposées dans l'annexe 2 du CCAP.

## **ARTICLE IV - CONDITIONS DE PARTICIPATION : PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

**La présente consultation est éligible au dispositif DUME.**

**Voir annexe 1 sur les clauses de dématérialisation.**

### 4.1 – Contenu des plis

éléments relatifs à la candidature	
Situation juridique	Le formulaire DUME complété <u>si utilisation du dispositif DUME</u>
	DC1 ou autre pouvant s'y substituer
	La copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
Capacités économique et financière	Déclaration du chiffre d'affaires global sur les trois derniers exercices comptables disponibles ou DC2 <i>le chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices n'est qu'un des éléments permettant de juger du potentiel financier des candidats</i>

	Déclaration du chiffre d'affaires concernant les prestations auxquelles se réfère l'objet du marché réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles.
Capacités technique et professionnelle	<p>Déclaration de l'effectif global en 2024 du candidat en distinguant le personnel d'encadrement</p> <p>La capacité de la société doit être apportée par des références de prestations attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il concourt (conception 3D de plateforme aéronautiques)</p> <p>Ces références seront d'ampleur similaire, réalisée par les intervenants (par l'agence et non par la société mère), sur les 5 dernières années, pour des prestations similaires en technicité et en volume précisant</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la nature exacte de la mission réalisée, le coût de l'opération et sa localisation</li> <li>- le nom du maître d'ouvrage et maître d'oeuvre</li> <li>- Les dates de réalisation</li> <li>- Un certificat de capacité du maître d'ouvrage ou du maître d'œuvre si possible</li> </ul>

**Toute candidature incomplète pourra être rejetée.**

éléments relatifs à l'offre
L'acte d'engagement (A.E.) complété et signé électroniquement
L'annexe 1 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU) complété
L'annexe 2 à l'AE : Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE) complété
Un mémoire technique
Un RIB de l'entreprise

En cas de déclaration de sous-traitance dès la remise de l'offre, le candidat devra indiquer dans l'acte d'engagement (et les annexes) les renseignements relatifs à la sous-traitance envisagée. Cet acte d'engagement sera accompagné des demandes d'acceptation des sous-traitants (DC4).

**Les offres sont en diffusion restreinte et doivent être remises chiffrées sur la PLACE avec l'utilisation du logiciel ZED.**

**Toute offre incomplète pourra être rejetée.**

Important : la capacité de l'entreprise peut être apportée par tous moyens, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence du candidat à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat. Le candidat fournira la liste des prestations similaires exécutées au cours des trois dernières années (pour chaque référence, le candidat indiquera le montant, le maître d'ouvrage (nom, adresse), le maître d'œuvre (nom, adresse) ainsi qu'une description sommaire de l'opération.

**NB :** En application des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exclure de la procédure de la présente consultation, les candidats qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts ou ont été sanctionnées par une résiliation pour faute ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un marché public antérieur passé par l'établissement du service d'infrastructure de Bordeaux.

La décision d'exclusion de la procédure de passation, prise par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions des articles L 2141-7 à 11 du code de la commande publique précitée, s'exerce nonobstant les mentions figurant, le cas échéant, dans la déclaration sur l'honneur produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique.

#### 4.2 – Modalité d'envoi des plis

Voir annexe 1 au présent RC sur les clauses de dématérialisation.

#### 4.3 - Convention de nommage

Il est demandé aux candidats de respecter une **convention de nommage des documents**, de type :

**DAF 2025 0XXX - intitulé du document (AE, DPGF...) :** DAF 2025 0XXX - AE

Des intitulés trop longs (> à 15 caractères) risquent de bloquer le téléchargement optimal du dossier et son décryptage par le RPA.

### ARTICLE V - JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement sera effectué, dans les conditions prévues aux articles R2152-6 et R2152-7 du code de la commande publique.

Les critères de choix retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

N°	CRITERE	POINTS
1	PRIX	60 POINTS
2	VALEUR TECHNIQUE	40 POINTS

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer des pièces financières qu'il estimera nécessaires lors de l'examen des offres.

#### 5.1 - Détail des critères de jugement des offres

##### 1) Prix des prestations sur 60 points

La note de chaque candidat sera calculée selon la formule suivante :

$$\text{Note candidat} = 60 \times (0.5 \times A + 0.5 \times B)$$

$$A = (\text{prix TF étudié} - \text{prix TF moins disant}) / \text{Prix TF moins disant}$$

$$B = (\text{prix TF} + \text{TO1} + \text{TO2} + \text{TO3} + \text{étudié} - \text{prix TF} + \text{TO} \text{ moins disant}) / \text{Prix TF} + \text{TO1} + \text{TO2} + \text{TO3} \text{ moins disant}$$

##### 2) Valeur technique des prestations sur 40 points

Le candidat remettra un mémoire technique comportant les éléments demandés pour le jugement des sous-critères 1, 2, 3 et 4 ci-dessous.

Il sera évalué la pertinence, le détail et la qualité du mémoire technique rendu :

➤ Sous-critère 1 – Compréhension du projet (6 points)

Le candidat présentera une note d'appropriation présentant les enjeux, les contraintes et interfaces et les points de vigilance de la mission

➤ Sous-critère 2 – Méthodologie de mise en œuvre (16 points)

Le candidat présentera une note méthodologique indiquant l'organisation, les méthodes et moyens prévus pour réaliser les éléments de la mission sur les différents domaines :

- Organigramme et organisation générale (4 points)
- Compétences, logiciels, moyens et méthodologie à assurer pour l'ensemble des éléments de la mission (6 points)
- Planification de la production (6 points)

Le candidat présentera également les CV et références des intervenants et la liste des matériels dont il dispose pour la réalisation de sa mission.

➤ Sous-critère 3 – fourniture de livrables (10 points)

Le candidat fournira des exemples de livrables pour des prestations similaires :

- des vues en plans « classiques » et « thématiques » (3 maximum) (5 points)
- des profils en long (2 maximum) (2 points)
- des profils en travers (2 carnets au maximum) (3 points)

➤ Sous-critère 4 – qualité de la prestation (8 points)

Le candidat fournira un projet de plan d'assurance qualité (PAQ) indiquant les actions principales et les dispositions spécifiques prévues pour assurer la qualité de l'ensemble de la prestation.

## **ARTICLE VI – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

### **6.1 – Contenu du dossier de consultation**

- L'acte d'engagement (A.E) et ses annexes :
  - L'annexe 1 à l'AE : Le bordereau de prix unitaires (BPU)
  - L'annexe 2 à l'AE : Le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE)
- Le présent règlement de consultation (RC) et ses annexes :
  - L'annexe 1 au RC : Les clauses de dématérialisation
  - L'annexe 2 au RC : Annexe à compléter pour DR
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes :
  - Annexe 1 au CCAP : arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense ;
  - Annexe 2 au CCAP : Documents DR
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) et ses annexes (qui sont en diffusion restreinte et seront remises après réception de l'annexe 2 au RC complétée et signée) :
  - L'annexe 1 au CCTP (diffusion restreinte) : Dénomination des aires
  - Annexe 2 au CCTP (diffusion restreinte) : Structures projetées dans EF



## 6.2 – Modifications du dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation qui seront adressées (date d'enregistrement de la lettre d'envoi de l'additif modificatif) à tous les candidats ayant retiré le dossier de consultation des entreprises, au plus tard, six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date de remise des offres.

## 6.3 – Délai de validité des offres

Le délai pendant lequel les concurrents restent engagés par leurs offres est de **six mois** à compter de la date limite de remise des offres.

## 6.4 – Assistance à la disposition des entreprises sur la PLACE

Les informations liées à l'utilisation de la PLACE sont dans l'annexe 1 sur les clauses de dématérialisation au présent RC.

### Difficultés :

En cas de difficultés sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE), une assistance est mise à la disposition des entreprises depuis le lien suivant Assistance ou en cliquant sur la languette Assistance.

L'assistance en ligne permet de rechercher une réponse via une Foire aux Questions (FAQ), que vous pouvez filtrer par catégorie.

Si la FAQ ne vous apporte pas une réponse complète, vous avez la possibilité de renseigner un formulaire afin de créer une demande en ligne. La référence du ticket créée vous sera demandée par le support téléphonique disponible au 01 53 18 90 00.

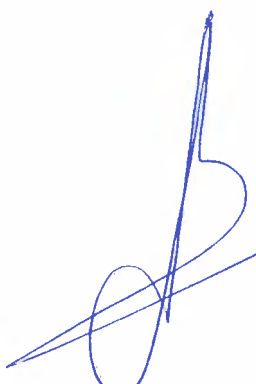
## 6.5 - Visites sur site

Sans objet

## ARTICLE VII – PROCEDURE DE RECOURS

L'instance chargée des procédures de recours est le tribunal administratif de Bordeaux, 9 rue Tastet - 33000 Bordeaux (tél: 05.56.99.38.00)

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours est le greffe du tribunal administratif de Bordeaux.

  
A. Payrot  
SD-INV.